

LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE AU TEMPS DE LA COVID

Caroline Patsias
et Pierre Avignon* ◀

Si la démocratie municipale s'exerce en grande partie à l'occasion des élections, les interactions entre élu·e·s et avec les citoyen·ne·s sont au cœur de la vie démocratique en cours de mandat. Or, la COVID est venue bouleverser les mécanismes en place.

Le recours à l'état d'urgence par les gouvernements du Québec et d'ailleurs a été un des effets marquants de la crise sanitaire. Le premier ministre Legault, notamment, s'est ainsi arrogé un renforcement de ses pouvoirs, limitant par le fait même ceux de l'Assemblée nationale. À l'échelle municipale, la pandémie a quant à elle entraîné la fin de la présence citoyenne durant les périodes de questions pour la majorité des conseils de ville et d'arrondissement : c'est par écrit et à l'avance que les questions étaient formulées, alors que les réponses étaient données lors du conseil, qu'il soit retransmis ou non par visioconférence. Comment ces nouvelles modalités de l'exercice démocratique ont-elles transformé les pratiques municipales et l'expression de la parole citoyenne? Plus généralement, que nous dit l'exercice de la démocratie en temps de pandémie sur le rôle de la démocratie locale? Nous proposons d'abord une mise en contexte avant de présenter brièvement une étude de cas.

LA REPOLITISATION DU MUNICIPAL

Historiquement, les municipalités sont des instances administratives de corsetage de l'ordre social, exerçant un contrôle social plus qu'elles ne favorisent l'expression citoyenne. Leur dimension politique a donc longtemps été ténue. Cet apolitisme municipal se nourrit d'un rejet du conflit et d'une conception consensuelle du politique où la proximité favorise davantage un lien personnel entre le premier édile et les citoyen·ne·s qu'un attachement idéologique à un programme partisan.

Une dimension plus politique des municipalités peut cependant être défendue. D'abord, tout choix conduisant à la formulation d'une mesure publique peut évidemment être considéré comme politique. Ensuite, et surtout, la politisation peut être définie, plus que comme une appartenance partisane ou idéologique, comme



un élargissement des préoccupations des citoyen·ne·s, qui en viennent à s'interroger sur de grands enjeux d'intérêt public. Les préoccupations citoyennes témoignent alors d'un souci de justice ou d'une représentation clivée des rapports sociaux (« nous » contre « eux »).

Notons qu'une discussion en termes politiques peut se dérouler en dehors des institutions¹ et que, réciproquement, ces dernières peuvent contribuer à des processus de dépolitisation. En effet, certains discours au sein des institutions publiques, évoquant la « chaleur humaine », le « hasard » ou la « nature » pour interpréter les enjeux sociaux, peuvent tout à fait favoriser une évaporation du politique. Enfin, le rejet du conflit et des institutions publiques, expression d'un désaveu du

système politique (à commencer par les partis), demeure compatible avec un engagement et une politisation des citoyen·ne·s. Ces dernier·ère·s peuvent s'engager dans une ONG ou une association avec une portée politique (des groupes ouvrant dans l'humanitaire, pour l'amélioration des relations intercommunautaires, ou encore contribuant à la vie dans leur quartier) tout en se méfiant des institutions de la démocratie représentative.

Les analyses québécoises récentes sur la politique municipale confirment que le palier local peut être le lieu d'une conversation politique. Cette politisation du municipal s'explique en partie par l'implantation de partis politiques plus pérennes et plus idéologiques (visible par exemple dans la percée de Projet Montréal dans la métropole ou encore dans la multiplication des partis comme Unissons Saguenay, Sherbrooke citoyen ou Transition Québec). Si ces partis n'échappent pas à la défiance contemporaine à l'endroit de la démocratie représentative, ils contribuent à approfondir les débats et à structurer la discussion à ce palier politique. La demande croissante de participation en dehors du simple moment électoral constitue une autre illustration de la politisation des